



**Rapport d'étape et plan de travail**  
**Avril - juin 2005**

*[www.mdrp.org](http://www.mdrp.org)*



## Rapport d'étape et plan de travail Avril - juin 2005

1. Le présent rapport fait le point des activités conduites dans le cadre du Programme multi-pays de démobilisation et de réintégration (MDRP) depuis la parution du précédent rapport trimestriel (janvier -mars 2005). Il s'articule autour des quatre composantes principales du MDRP : i) les programmes nationaux de démobilisation et de réintégration ; ii) les projets spéciaux ; iii) les activités régionales ; et iv) la gestion globale du programme. L'encadré ci-après résume brièvement les principales activités menées pendant le trimestre étudié au titre de ce programme. Sont joints à ce rapport en tant qu'annexes des tableaux contenant les données actualisées des programmes nationaux et des projets spéciaux, un état financier non audité du Fonds fiduciaire du MDRP et un plan de travail révisé pour la période juillet - septembre 2005.

### Résumé succinct des activités du MDRP – Avril - juin 2005

#### Activités au niveau des pays

- En **Angola**, 39 sous-projets de réintégration d'un montant de 14,2 millions de dollars ont été approuvés par l'ADRP pour environ 32 600 ex-combattants, 16 sous-projets pour 12 400 ex-combattants sont en cours d'instruction, et un accord a été conclu avec la FAO pour 15 000 autres ex-combattants, ce qui veut dire que 62 % des bénéficiaires actuellement visés par le projet sont couverts. Environ 3 590 enfants associés aux forces combattantes sont également pris en charge par ces projets de réintégration. Au total, 13, 9 millions de dollars (8,2 millions au titre du Fonds fiduciaire du MDRP) avaient été décaissés à la fin du trimestre.
- Au **Burundi**, 15 458 ex-combattants avaient été démobilisés à la fin juin. La démobilisation des officiers et des sous-officiers a commencé en avril après l'adoption du décret présidentiel sur l'harmonisation des grades le 12 avril 2005. La démobilisation des combattants des Partis Politiques et Mouvements Armés a été achevée en juin 2005 et l'effort est maintenant concentré sur la démobilisation des ex-soldats des FAB et le démantèlement des milices. Les plans opérationnels pour le démantèlement des *Gardiens de la Paix* et des Combattants Militants ont été mis au point.
- En **RCA**, le programme national a été mis en route après l'élection présidentielle. Le PNUD, qui est l'organisme d'exécution, et la Commission nationale de DDR sont maintenant pleinement opérationnels. Cela étant, la réponse initiale des ex-combattants a été modeste en raison d'un manque de confiance dans le programme.
- En **RDC**, l'harmonisation de l'intégration des forces armées et de la démobilisation est en cours avec cinq Centres d'orientation ouverts et deux autres en passe de l'être d'ici la mi-août. Par ailleurs, six centres de brassage vont devenir pleinement opérationnels.
- En **République du Congo**, le gouvernement national a commencé à préparer la mise en route du programme national de DDR. Le recrutement du personnel clé est en cours.
- Au **Rwanda**, le RDRC a centré ses efforts sur les préparatifs d'un éventuel retour en masse de RDC d'ex-combattants et de leurs familles. Cependant, d'après le RDRC, seulement 126 combattants de groupes armés sont rentrés de RDC depuis le début de 2005. La Banque mondiale a accepté que des ressources de l'IDA et du MDRP soient utilisées pour le rapatriement et la réinsertion des familles des combattants qui rentrent au Rwanda. Cinq évaluations d'impact des interventions du RDRC dans des domaines spécifiques ont été réalisées.
- En **Ouganda**, la Commission a officiellement lancé son Projet spécial le 13 mai à Kampala. La Commission d'amnistie a fourni des services et des aides financières pour la réinstallation à 1 486 ex-combattants dont les dossiers sont encore en attente.

#### Activités régionales

Le Secrétariat du MDRP a participé à une réunion de la Conférence des Nations Unies sur les grands lacs en juin 2005 à Nairobi en vue de déterminer les synergies possibles entre le MDRP et l'ICGLR. Le Secrétariat a également été représenté à la Conférence sur le DDR et la stabilité en Afrique qui a eu lieu en Sierra Leone du 21 au 23 juin 2005.

#### Administration du programme

Maria Correia a remplacé Mathurin Gbetibouo en tant que directeur de programme du MDRP. Madame Correia a été présentée aux partenaires clés lors d'une réunion à Kinshasa en avril sur le suivi de l'examen à mi-parcours et à l'occasion de visites

ultérieures dans des capitales européennes. Le MDRP a tenu une réunion spéciale à Nairobi en vue d'analyser les contraintes auxquelles se heurte le programme en RDC et au Burundi et d'identifier des mesures correctrices qui sont actuellement examinées avec les partenaires avant d'être finalisées.

#### Décaissements

Les décaissements du Fonds fiduciaire du MDRP s'élèvent au total à 59 millions de dollars dont 6,4 millions de dollars décaissés pendant le trimestre étudié (1,5 million de dollars pour les programmes nationaux et 3,5 millions de dollars pour les projets spéciaux). À ce jour, l'IDA a décaissé 52 millions de dollars pour les programmes nationaux.

## I. Programmes nationaux

### *Angola*

2. À la date du 30 juin 2005, 39 sous-projets de réintégration avaient été approuvés dans le cadre du projet de démobilisation et de réintégration pour l'Angola (ADRP) pour un montant total de 14,2 millions de dollars environ et un nombre d'ex-combattants estimé à 32 600. Sur ces 39 sous-projets, 24 sont en cours d'exécution dans cinq provinces où les ex-combattants reçoivent une aide sous forme d'intrants agricoles (semences, outillage, petits ruminants, bœufs et charrues), d'assistance technique et, dans une moindre mesure, de formation professionnelle et d'activités de travail communautaire. L'IRSEM instruit 12 400 nouveaux dossiers de réintégration qui, de pair avec les 15 000 ex-combattants appelés à recevoir des semences, des outils et de l'assistance technique aux termes de l'accord conclu avec la FAO, porteront à 60 000 environ le nombre d'ex-combattants couverts par le programme, ce qui représente 62 % des bénéficiaires actuellement visés. La FAO a reçu le premier versement au titre de l'accord et procède actuellement à l'achat des intrants agricoles pour la prochaine campagne qui commence en septembre.

3. Alors que les activités générales de réintégration ont avancé de manière satisfaisante, les progrès ont été plus lents en ce qui concerne la réintégration des groupes vulnérables. D'après les estimations, 3 590 enfants bénéficient des activités générales de réintégration, essentiellement par le biais de la construction ou de la réparation des installations d'enseignement primaire. L'IRSEM a commencé à incorporer la formation sur la sensibilisation au problème du VIH/SIDA dans les activités ordinaires de réintégration, par le truchement du réseau de lutte contre le VIH/SIDA en Angola. L'assistance aux femmes associées aux forces combattantes a été plus ponctuelle et 450 d'entre elles en ont bénéficié jusqu'ici, y compris les femmes bénéficiaires du projet spécial du PNUD. En revanche, l'assistance aux invalides associés aux forces combattantes n'a pas sensiblement progressé depuis mars. Ceci est particulièrement préoccupant dans la mesure où le Gouvernement a l'intention de démobiliser un grand nombre de soldats invalides dans le cadre de la première phase de démobilisation. La mission d'appui à la mise en œuvre qui s'est rendue en Angola à la fin juin a convenu avec l'INSERM de recruter un consultant international qui aidera l'INSERM à exécuter sa stratégie de soutien à ce groupe particulier de bénéficiaires.

4. À ce jour, 8,2 millions de dollars ont été décaissés au titre du don du Fonds fiduciaire du MDRP et 5,7 millions de dollars au titre du don de l'IDA. En outre, l'accord de don d'un montant de 13,5 millions d'euros en faveur des groupes vulnérables a été signé en mai 2005 entre la CE et la Banque mondiale, et l'accord de don correspondant à conclure avec le Gouvernement a été finalisé à la fin du trimestre.

### *Burundi*

5. Au 30 juin 2005, 15 458 ex-combattants avaient été démobilisés au Burundi<sup>1</sup>. Les 12 aires de rassemblement et les quatre centres de cantonnement (deux pour l'intégration militaire, un pour l'intégration des forces de police, et un autre pour les éléments à démobiliser) ont été fermés. Les activités de démobilisation se sont dans l'ensemble bien déroulées et ont été conduites en étroite

<sup>1</sup> Par ailleurs, 2 300 enfants soldats ont été démobilisés en 2004 dans le cadre du projet national pour les enfants soldats, avec l'aide de l'UNICEF, avant le lancement du principal processus de démobilisation des parties en décembre 2004.

collaboration avec la Commission mixte de cessez-le-feu, le commandement militaire des forces armées, l'ONUB et plusieurs partenaires opérationnels. Il y a eu des retards à cause de la nécessité de vérifier le statut de personnes qui disaient être des combattants mais dont les noms ne figuraient pas sur les listes de combattants remises à la Commission mixte de cessez-le-feu. Après la signature du décret sur l'harmonisation des grades le 12 avril 2005, la démobilisation des officiers et des sous-officiers a commencé. La démobilisation des combattants des Partis Politiques et Mouvements Armés a été achevée le 20 juin 2005. L'ES/NCDRR concentre actuellement ses efforts sur la démobilisation des anciens soldats des Forces Armées Burundaises et sur le démantèlement et le désarmement des *Gardiens de la Paix* et des Combattants Militants.

6. Il devient urgent de commencer à démanteler les *Gardiens de la Paix* et les Combattants Militants du fait que les anciens membres de ces groupes protestent avec de plus en plus de véhémence contre leur exclusion apparente du processus de DDR et menacent de perturber le processus électoral. Une équipe technique mixte réunissant la cellule DDR/SSR de l'ONUB, l'ES/CNDRR, le ministère de la Sécurité publique, le ministère de la Défense et le Secrétariat du MDRP a mis au point un plan opérationnel et un calendrier pour le démantèlement et le désarmement de ces groupes le 30 juin 2005. D'après les listes qui seront utilisées pour ce processus, 11 733 *Gardiens de la Paix* et 9 668 Combattants Militants doivent être désarmés. En vertu des dispositions du PNDRR, chacune de ces personnes sera admise à recevoir une indemnité de service de FBU 100 000, à payer en une seule fois. La date de lancement du processus a été provisoirement fixée au 6 juillet 2005.

7. Les retards persistants dans la mise en œuvre de la stratégie de réintégration sont un sujet de préoccupation pour le Secrétariat du MDRP et la Banque mondiale. Lors de la mission d'appui effectuée par la Banque mondiale et le Secrétariat du MDRP en juin 2005, plusieurs mesures ont été arrêtées d'un commun accord en vue d'accélérer le démarrage des activités d'aide à la réintégration, à savoir : i) plan d'action à court terme assorti de dates butoirs ; ii) accélération du processus d'engagement de partenaires pour la mise en œuvre ; iii) recherche et exploitation plus systématiques des synergies avec des activités en cours ; iv) recrutement d'experts internationaux pour l'assistance technique ; et v) recrutement de personnel supplémentaire dans l'unité RR et dans les bureaux provinciaux. Le Secrétariat du MDRP continuera de suivre la mise en œuvre des mesures, de fournir un appui intensif à la supervision et de tenir les partenaires au Burundi régulièrement informés.

8. La bonne coopération qui existe entre l'ONUB, le FMI, la CE, la Banque mondiale et plusieurs bailleurs de fonds du MDRP a permis à la communauté internationale et au Gouvernement de s'assurer qu'il n'y aurait pas de déficit dans le budget de 2005 à cause de l'augmentation temporaire des effectifs dans les forces de sécurité. L'ONUB continue de se coordonner avec toutes les parties prenantes en vue d'harmoniser les diverses initiatives bilatérales pour l'intégration des forces de police, l'intégration militaire et la réforme à moyen terme du secteur de la sécurité

9. La première étape d'intégration initiale des FAB et des forces des PPMA à la FDN et à la police nationale a été achevée. Il est prévu que la réforme à moyen terme du secteur de la sécurité sera mise en route une fois terminée la transition politique.

#### RCA

10. En République centrafricaine, le programme national a été lent à démarrer en raison de la préparation des élections qui a accaparé des ressources considérables et l'attention des partenaires clés. Le président Bozizé a remporté le second tour et a été officiellement intronisé le 11 juin 2005, après quoi le programme s'est accéléré. L'infrastructure complète du programme est maintenant en place et des bureaux sont opérationnels à Bangui, Bossangoa et Sibut. Dans le cadre du programme, on a jusqu'ici identifié plus de 6 000 ex-combattants (parmi lesquels se trouvent 200 femmes), dont 80 % sont à Bangui. Au 30 juin 2005, 351 ex-combattants avaient été démobilisés. Le nombre d'ex-combattants qui se présentent est appelé à augmenter à mesure que la confiance dans le programme s'accroît.

## RDC

11. Le deuxième trimestre a vu la restructuration du cadre institutionnel pour l'exécution du programme DDR national. Les services financiers sont désormais centralisés à la CONADER et appuyés par un cabinet financier international qui a été engagé. Après des lenteurs au démarrage, la CONADER a ouvert cinq centres d'orientation (non compris ceux qui sont déjà opérationnels en Iturie) pour accompagner l'ouverture de six centres de brassage. L'harmonisation des deux processus, les activités de DDR et la restructuration de la nouvelle armée ont bénéficié d'un appui additionnel avec l'entrée en service du centre d'opérations conjointes et la fourniture d'une expertise technique par la Commission européenne (EUSEC).

### *Sensibilisation*

12. La sensibilisation/identification et l'orientation ont été jusqu'ici conduites par des équipes mobiles travaillant dans les CBR (Centres de Brassage et de Recyclage) à Kitona, Kamina, Mushaki et Nyaleke. La prochaine étape consistera à renforcer la capacité des équipes dans les zones de l'Équateur et Maniema. La CONADER donne des informations sur la démobilisation et la réintégration aux ex-combattants et au grand public à travers une émission de radio, des annonces à la télévision et des brochures. Des préparatifs sont en cours pour l'élaboration et la publication de brochures destinées aux enfants associés aux forces combattantes et sur la réintégration

### *Désarmement et démobilisation*

13. À la fin juin, 18 000 ex-combattants avaient été démobilisés au total sur 12 sites (y compris en Iturie). En juin, 325 ex-combattants ont été démobilisés à Mushaki, 409 à Nyaleke. À Mubambiro, 218 ex-combattants ont été enregistrés dans le cadre du programme de désarmement volontaire et spontané et officiellement démobilisés dans le cadre du programme national. Dans le district de l'Iturie, le programme de désarmement et de réinsertion communautaire, aujourd'hui intégré au programme national, va bientôt prendre fin avec la fermeture de 6-7 centres de transit. S'agissant des enfants soldats, 20 d'entre eux ont été démobilisés dans le CBR de Mushaki. En juin, 1 447 enfants, dont 157 filles, ont été démobilisés en Iturie.

### *Réintégration*

14. La CONADER a établi un comité chargé de l'approbation des projets de réinsertion. Deux représentants du partenariat pour le MDRP ont été invités à devenir membres du comité. Jusqu'ici, la CONADER a reçu plus de 400 expressions d'intérêt de la part d'organisations implantées sur l'ensemble du territoire de la RDC pour la prestation de services aux ex-combattants. L'équipe de réinsertion de la CONADER évalue actuellement ces organisations et leur capacité à fournir les services requis. Douze organismes ont déjà été invités à soumettre des propositions pour la prise en charge de l'effectif existant d'ex-combattants démobilisés, en mettant particulièrement l'accent sur l'Iturie. Le comité a approuvé jusqu'ici un projet de réintégration pour 10 000 bénéficiaires environ en Iturie et est en train d'examiner 6 autres projets techniques et financiers.

### *Groupes spéciaux*

15. Jusqu'ici, 11 790 enfants ont quitté les forces armées et 6 643 ex-enfants soldats ont été réunifiés avec leurs familles. Il y a actuellement huit programmes qui ont été approuvés et qui sont ciblés sur 2 000 enfants âgés de plus de 15 ans dans différentes provinces. En outre, d'après les indications fournies, une aide à l'éducation est donnée à 5 766 enfants aux fins de réintégration et 3 854 enfants suivent un enseignement professionnel.

## *République du Congo*

16. Le Gouvernement a poursuivi ses activités de planification opérationnelle et de préparation des projets, en veillant notamment au renforcement des capacités institutionnelles, au calendrier d'exécution du programme et aux mesures propres à améliorer la capacité à exécuter les microprojets. Le recrutement du personnel clé est en cours. Les forces de sécurité gouvernementales ont conduit des opérations dans la région de Pool en vue de rétablir l'ordre public en prévision des opérations de DDR dans cette zone.

### Rwanda

17. Le RDRC a, en concertation avec les communautés de retour, achevé l'identification de quelque 14 600 bénéficiaires de la phase II qui peuvent prétendre à des subventions au titre du guichet d'appui aux groupes vulnérables (VSW). Elle a effectué cinq études (enfants soldats, parité hommes-femmes, invalides, information et sensibilisation, et impact environnemental) en vue de recueillir des données qui permettront d'améliorer les aides à la réintégration dans le cadre du RDRP. D'autre part, le RDRP a mis en place des mesures pour renforcer sa capacité d'absorption au cas où un nombre important de membres des groupes armés rwandais choisiraient de retourner au Rwanda à brève échéance.

18. La Banque mondiale a donné son accord pour : i) reporter la date de clôture du crédit IDA (25 millions de dollars) du 31 décembre 2005 au 31 décembre 2007 ; et ii) reporter la date de clôture du don MDTF (14,4 millions de dollars) du 30 juin 2005 au 28 février 2007. Les documents légaux correspondants ont été finalisés le 29 juin 2005.

19. Suite à une demande du Gouvernement rwandais en mai 2005 et à des consultations avec les bailleurs de fonds du MDRP à Kigali, la Banque mondiale a amendé l'Accord de crédit de développement et l'accord de don du MDTF avec le RDRP afin que le crédit IDA et le don MDTF puissent être utilisés pour le rapatriement et la réinsertion des familles des combattants appartenant aux groupes armés rwandais qui rentrent de l'étranger. Les documents légaux correspondants ont été finalisés le 22 juin 2005. La Banque mondiale et le Secrétariat du MDRP contacteront le RDRC et le MINALOC dans les semaines à venir en vue d'arrêter les modalités opérationnelles.

### Ouganda

20. Comme indiqué dans le précédent rapport trimestriel, la possibilité d'un soutien du MDRP à un éventuel programme national de démobilisation et de réintégration sera examinée lors de la prochaine mission conjointe de supervision du MDRP.

## II Projets spéciaux

21. Un montant supplémentaire de 11,4 millions de dollars a été fourni pour trois des projets spéciaux en cours en RDC (voir ci-dessous), ce qui porte à 60,1 millions de dollars le montant des engagements pour la totalité des projets spéciaux financés par le MDRP. On trouvera ci-après des renseignements sur l'état d'avancement de chaque projet spécial. L'Annexe 2 donne des indications supplémentaires pour certains projets.

- Angola : Le projet spécial MDRP exécuté conjointement par le PNUD et la FAO a été clôturé le 30 juin 2005 après avoir aidé à la réinsertion économique d'environ 3 000 ex-combattants enregistrés et de 400 femmes associées aux forces de l'ex-UNITA et après avoir fourni des intrants agricoles de base à quelque 41 500 ex-combattants. Le rapport final et l'audit du projet spécial seront prêts avant la fin septembre, et la Banque effectuera avant le mois de décembre un examen de fin d'exécution dont les résultats seront communiqués à tous les partenaires.
- Burundi : Suite à une demande de l'UNICEF et avec l'accord du Gouvernement, la date de clôture de ce don a été reportée du 30 juin 2005 au 30 juin 2006. L'exécution se poursuit en mettant l'accent sur la réintégration. Une évaluation externe de ce don sera effectuée au troisième trimestre de 2005.
- RCA : Voir programmes nationaux ci-dessus.
- RDC : En juin 2005, 11 790 enfants soldats avaient été retirés des forces armées et confiés aux organismes de protection de l'enfance ; 6 643 d'entre eux ont été réunifiés avec leurs familles, 5 766 ont été réintégrés dans le système éducatif et 3 854 ont été orientés vers une formation professionnelle. Le comité ad hoc local à Kinshasa a approuvé des financements additionnels pour trois projets spéciaux en cours en RDC conformément aux procédures établies :

- i) CARE/IFESH/IRC (démobilisation et réintégration des enfants ex-combattants) pour un montant de 2 168 123 dollars ; ii) PNUD (mécanisme d'intervention rapide) pour un montant de 7 992 408 dollars ; et iii) Save the Children/Royaume-Uni (démobilisation et réintégration des enfants ex-combattants) pour un montant de 2 909 865 dollars. Ces projets ont mis en place de vastes réseaux et d'importantes capacités à travers le pays. La prorogation était justifiée par les problèmes institutionnels du programme national et les retards dans l'exécution.
- Ouganda : La Commission a lancé officiellement son Projet spécial en Ouganda le 13 mai, et les opérations ont commencé à Gulu le 27 mai et à Kitgum le 16 juin. Au moment du lancement, 11 200 combattants en attente n'avaient pas encore reçu d'aide à la réinsertion après obtention de l'amnistie. À la fin juin, la Commission d'amnistie a fourni des services de réinstallation et des aides financières à 1 486 combattants dont les dossiers sont en attente. À Gulu et à Kitgum, ces prestations ont été accompagnées d'activités de sensibilisation. Une enquête détaillée est en cours pour déterminer le profil des demandeurs ainsi que leur situation et leurs activités depuis qu'ils ont demandé l'amnistie. La Commission a commencé à consulter des partenaires (potentiels) sur les mesures à prendre pour intensifier ses activités et la collaboration en vue de la réintégration à moyen et à long terme des demandeurs à la vie civile. En mai, la Commission d'amnistie a appuyé et financé le retour en Ouganda de 21 demandeurs (anciens membres de l'Ouganda National Freedom Movement/Army) qui se trouvaient à Juba (Sud-Soudan).

### III Activités régionales

22. Le Secrétariat a poursuivi ses consultations avec les autorités gouvernementales et les partenaires au Burundi, en DRC, au Rwanda et en Ouganda en vue de déterminer comment le MDRP pourrait aider au rapatriement et à la réintégration des combattants opérant actuellement sur des sols étrangers, dans l'esprit des discussions et des recommandations de la réunion des partenaires du MDRP qui a eu lieu à Paris en février 2005. Des discussions bilatérales entre les Gouvernements angolais et rwandais ont permis de faire avancer les préparatifs pour le retour au Rwanda de 44 ex-combattants rwandais et leurs familles ; 21 ex-combattants ougandais (de l'Ouganda National Freedom Movement) et leurs familles ont été rapatriés de Juba en Ouganda en mai. Le Secrétariat du MDRP prépare un projet de note stratégique qui sera communiquée aux partenaires au début du troisième trimestre de 2005. Le MDRP a également noué des contacts avec l'Union africaine et l'ICGLR en vue d'harmoniser les efforts au titre des initiatives régionales.

23. Le FDLR, qui a signé le 31 mars une déclaration sur le rapatriement de ses membres au Rwanda, n'a encore rien fait dans ce sens. Les anciens membres du FDLR qui ont réussi à rentrer au Rwanda y sont parvenus en fuyant leurs chefs. Ceux qui sont rentrés ont été bien reçus et pris en charge au Centre de démobilisation Mutobo à Ruhengeri. En prévision d'un afflux éventuel d'ex-combattants rwandais, le Gouvernement rwandais a demandé et obtenu l'autorisation de décaisser 4 millions de dollars du programme national de démobilisation et de réintégration en faveur des familles des combattants du FDLR. Six autres millions de dollars ont été versés par la Banque mondiale au Gouvernement rwandais en tant que tranche anticipée du programme ordinaire, afin que des ressources soient disponibles pour la démobilisation et la réintégration des membres des groupes armés, y compris du FDLR.

24. Un consultant du MDRP effectue actuellement une étude sur documents en vue de déterminer dans quelle mesure les considérations de parité hommes-femmes ont été intégrées aux objectifs, à la conception et aux indicateurs de performance du MDRP ainsi qu'au montage initial des opérations à travers les programmes nationaux de démobilisation et de réintégration et à travers les projets spéciaux. L'étude évaluera les approches suivies dans les activités financées par le MDRP et signalera les problèmes critiques parité hommes-femmes qui n'auraient pas été dûment pris en compte.

#### IV Gestion du Programme

##### *Personnel, gestion et coordination*

25. Maria Correia, nouvelle directrice du MDRP, a pris ses fonctions au début du trimestre. Depuis, elle a rencontré la plupart des partenaires à Kinshasa et dans plusieurs capitales européennes et discuté avec eux des priorités du programme. À la fin du trimestre, Caroline Bahnsen, membre de l'équipe du MDRP, a quitté la Banque mondiale pour la MONUC, où elle continuera de travailler sur les questions de DDR.

26. En juin, les membres du Secrétariat du MDRP qui s'occupent des programmes nationaux en RDC et au Burundi se sont réunis à Nairobi pour débattre des problèmes et des moyens de renforcer les activités du MDRP au titre de ces programmes. Une approche révisée et un plan d'action ont été examinés avec des partenaires clés en Europe et, à la fin du trimestre, des efforts avaient été engagés pour lancer les initiatives proposées en RDC spécifiquement.

##### *Administration du Fonds fiduciaire ; revenu, dépenses et engagements*

27. Au 30 juin, le Fonds fiduciaire du MDRP était doté de 108,3 millions de dollars et avait décaissé 59 millions de dollars pour les programmes nationaux, les projets spéciaux, les activités régionales, la gestion et l'administration du programme, ce qui laissait un solde de trésorerie de 49,3 millions de dollars (voir les détails à l'Annexe 3). Au vu des niveaux actuels de dépenses, dès le début du prochain trimestre, le solde de trésorerie du Fonds fiduciaire ne suffira plus pour les allocations à faire aux programmes nationaux et aux projets spéciaux, et un appel de fonds auprès des bailleurs de fonds pluriannuels restants sera alors nécessaire. D'autre part, comme on l'a indiqué précédemment, les engagements au titre des programmes nationaux et des projets spéciaux, ajoutés aux dépenses afférentes à la gestion du programme et aux activités régionales, représentent, d'après les estimations, un montant supérieur de 75 millions de dollars aux engagements souscrits par les bailleurs de fonds en faveur du Fonds fiduciaire du MDRP.

#### V Plan de travail pour le prochain trimestre

28. Pendant les trois prochains mois (juillet - septembre 2005), les travaux du Secrétariat du MDRP et du Programme seront centrés sur les grands domaines suivants (voir l'Annexe 4 pour un plan de travail plus détaillé).

- *Programmes nationaux* : Superviser l'évaluation indépendante des opérations en Angola dans le contexte de l'examen à mi-parcours ; commencer le démantèlement des milices et finaliser l'évaluation institutionnelle au Burundi ; approuver le programme ; négocier et finaliser un accord de don avec la République du Congo ; fournir du personnel supplémentaire et des services de consultant dans les domaines de la réintégration, des services intégrés de gestion (MIS), des opérations, de la gestion financière et de la passation des marchés pour le programme en RDC ; commencer à fournir des prestations aux ex-combattants de la phase II au Rwanda au titre du guichet d'appui aux groupes vulnérables, et s'assurer des préparatifs en vue de pouvoir absorber, si nécessaire, un afflux de combattants ayant opéré sur des sols étrangers.
- *Projets spéciaux* : En Angola, assurer la présentation de l'audit final et du rapport final de projet, et partager les leçons apprises ; achever l'évaluation du projet pour les enfants soldats au Burundi ; effectuer des évaluations indépendantes des projets pour les enfants ex-combattants en RDC et le projet du PNUD pour la réintégration communautaire ; finir d'instruire les dossiers de combattants en attente d'amnistie en Ouganda ; et renforcer les stratégies de soutien à la réintégration.
- *Activités régionales* : Appuyer les efforts du Gouvernement rwandais pour négocier le retour des combattants opérant sur sol étranger, en République du Congo et en Angola ; assurer la liaison avec l'UA sur ces interfaces et la liaison avec le RSSG Fall sur les domaines de recoupement entre le MDRP et l'ICGLR ; poursuivre l'analyse des questions de parité hommes-femmes et tenir l'atelier TCG : planifier et organiser la visite d'étude sur la réintégration en Angola.

- *Gestion du programme* : Recruter de nouveaux membres du personnel et remplacer le personnel partant sur la base de la nouvelle structure d'organisation du MDRP ; planifier et organiser la mission conjointe de supervision ; lancer un appel de fonds auprès des Pays-Bas et de la CE ; poursuivre les contacts avec les bailleurs de fonds sur l'amendement de l'accord administratif et débattre avec les partenaires clés de la stratégie à suivre pour commencer à combler le déficit global de financement.

## Annexe 1 : État d'avancement des programmes nationaux (au 30 juin 2005)

Programme national	État d'avancement	Questions en suspens	Coût total du programme (USD) <sup>2</sup>	Financement IDA et FF (USD)	Décaissements à ce jour IDA <sup>3</sup> /FF (USD)	État d'avancement du programme opérationnel
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Angola</b> Projet d'urgence à l'appui de la démobilisation et de la réintégration</li> </ul>	<p>Entrée en vigueur en mars 2004. Accord de don du MDRP signé le 15 septembre 2004. Décaissement en cours.</p> <p>Accord de don de la CE signé en avril 2005 pour un montant de 13,5 millions euros.</p>	Accord de don de la CE en cours de finalisation avec le Gouvernement angolais à la fin du trimestre.	179 700 000	IDA : 33 000 000 FF : 48 400 000	IDA: 5,652,961 TF: 8,170,549	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Démob</u> : 97 138 UNITA, financée par le Gouv. angolais</li> <li>• <u>Réinsertion</u> : ~87 000 ont reçu une solde de départ ~23 000 ont confirmé avoir reçu des kits de réinstallation et 29 000, des indemnités de réinsertion, financée par le Gouv. angolais.</li> <li>• <u>Réintégration</u> : 6 500 employés par l'État, 3 000 ont reçu une aide à la réint. écon. et 41 500 ont reçu des intrants agr. de base dans le cadre du projet spécial du MDRP ;</li> <li>• 29 contrats de sous-projets d'appui à la réintégration pour 23 750 ex-combattants supplémentaires</li> <li>• <u>Groupes vulnérables</u> : 3 590 enfants et 450 femmes associés aux forces combattantes ont reçu une aide à ce jour</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Burundi</b> Projet d'urgence à l'appui de la démobilisation, de la réinsertion et de la réintégration</li> </ul>	<p>Accord de don du FF du MDRP signé le 16 juillet 2004.</p> <p>Décret présidentiel sur l'harmonisation des grades adopté le 12 avril.</p>	Démantèlement des Gardiens de la Paix Critères de démobilisation pour la phase II Application de la stratégie de réintégration	84 400 000	IDA : 33 000 000 FF : 41 800 000	IDA : 10 907 952 FF : 3 294 921	<p>Les opérations DDR ont commencé le 2 déc. 2004</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 15 458 adultes démobilisés</li> <li>• Achèvement de la démobilisation des enfants soldats</li> <li>• Versement des aides à la réinsertion</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>RCA</b> Programme de réintégration et de soutien communautaire pour les ex-combattants</li> </ul>	<p>Accord de don du MDRP signé le 6 juillet 2004.</p> <p>Décaissement en cours.</p>		13 019 493	FF : 9 777 343	FF : 3 300 000	<p>Financé et exécuté en tant que projet spécial – voir tableau 2</p> <p>Programme démarré les 6-7 déc. 2004</p> <p>6 000 ex-combattants identifiés</p> <p>351 démobilisés, 81 en début de réintégration.</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>RDC</b> Projet d'urgence à l'appui de la démobilisation et de la réintégration</li> </ul>	<p>Accord de don IDA signé le 10 juin 2004</p> <p>Accord de don du MDRP signé le 26 octobre 2004</p> <p>Programme entré en vigueur le 9 nov. 2004.</p>		200 000 000	IDA : 100 000 000 FF : 100 000 000	IDA : 17 353 495 FF : 4 799 726	<p>La démobilisation a commencé dans la foulée des activités de réintégration militaire. Cinq centres d'orientation sont ouverts actuellement, deux autres suivront à la mi-août.</p>

<sup>2</sup> Y compris financements gouvernementaux, bilatéraux et au titre de projets spéciaux.

<sup>3</sup> Y compris fonds du mécanisme de financement pour la préparation des projets (PPF)

MDRP –Progress Report – April to June 2005

<i>Programme national</i>	<i>État d'avancement</i>	<i>Questions en suspens</i>	<i>Coût total du programme (USD) <sup>2</sup></i>	<i>Financement IDA et FF (USD)</i>	<i>Décaissements à ce jour IDA<sup>3</sup>/FF (USD)</i>	<i>État d'avancement du programme opérationnel</i>
• République du Congo	Programme national approuvé par les bailleurs de fonds.	Préparation de l'accord de don Planification opérationnelle Recrutement	25 000 000	FF : 25 000 000		En attente du démarrage du programme.
• Rwanda Projet de démobilisation et de réintégration	Programme entré en vigueur en septembre 2002 Décaissements en cours. Accord de la Banque pour la prorogation du crédit IDA jusqu'en décembre 2007.		53 300 000	IDA : 25 000 000 FF : 14 000 000	IDA : 18 055, 569 FF : 5 614 477	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 22 992 ont été démobilisés (dont 17 843 RDF et 5 149 des groupes armés)</li> <li>• 30 133 ont reçu des primes de réinsertion</li> <li>• 20 971 ont reçu un appui à la réintégration</li> <li>• 11 870 ont reçu des dons par le biais du guichet d'appui aux groupes vulnérables</li> </ul>
• Ouganda	Un éventuel programme national sera à nouveau examiné pendant la mission conjointe de supervision du MDRP pour 2005.	Plan gouvernemental pour la démobilisation d'un nombre significatif de soldats de l'UPDF.				
<b>Montant des décaissements à ce jour :</b>						
					IDA :	51 969 977
					FF :	25 179 673

## Annexe 2 : État d'avancement des projets spéciaux (au 30 juin 2005)

	<i>Organisme auteur de la proposition</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Budget approuvé (USD)</i>	<i>Accord juridique : État d'avancement</i>	<i>Décaissement des fonds</i>	<i>États d'avancement des opérations</i>
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	1. Save the Children/RU	Appui à la réunification et à la réinsertion des enfants soldats en RDC	5 366 000	Accord de don signé par toutes les parties.	Tranches de <b>2,411 millions de dollars</b> au total décaissées à ce jour.	Rapport d'activité jusqu'au 5 juin reçu.
	2. Comité international de secours –IRC-	Évaluation de la situation et projets pilotes de démobilisation et de réinsertion des enfants soldats dans la Province Orientale, le Nord Katanga, le Maniema	9 157 463	Tous les accords de don signés par toutes les parties.	Tranches de <b>4 millions de dollars</b> au total décaissées à ce jour.	Rapport d'activité jusqu'au 5 mars reçu.
	3. IFESH					
	4. CARE					
	5. PNUD/Gouv. de la RDC	Redressement de la situation des communautés et réintégration des anciens combattants au Congo oriental	5 000 000	Accord de don signé par toutes les parties.	Montant versé en totalité au bénéficiaire.	- Cinq bureaux régionaux opérationnels - 10 723 anciens combattants ont bénéficié des projets
	6. PNUD	Mécanismes d'intervention rapide	12 622 350	Accord de don signé par toutes les parties.	Montant versé en totalité au bénéficiaire.	Cinq microprojets approuvés, six autres à l'étude.
	7. Croix rouge belge	Renforcement des capacités et appui aux activités de prévention du recrutement d'enfants dans les groupes armés, et de démobilisation et de réinsertion des enfants associés à ces groupes.	1 141 000	Accord de don signé par toutes les parties.	Tranches de <b>639 352 dollars</b> au total décaissées à ce jour. 2,77 millions de dollars décaissés.	
	8. UNICEF	Prévention du recrutement d'enfants dans les groupes armés, et démobilisation et réinsertion des enfants associés à ces groupes.	4 997 000	Accord de don signé par la Banque mondiale et l'UNICEF.	2,7 millions de dollars décaissés à ce jour.	

	<i>Organisme auteur de la proposition</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Budget approuvé (USD)</i>	<i>Accord juridique : État d'avancement</i>	<i>Décaissement des fonds</i>	<i>États d'avancement des opérations</i>
ANGOLA	9. PNUD (en partenariat avec la FAO)	Proposition conjointe de projet spécial à l'appui de la réinsertion des soldats démobilisés en Angola	4 336 483	Accord de don signé par toutes les parties.	Tranches de <b>4,32 millions de dollars</b> décaissées à ce jour.	Systèmes et procédures de réinsertion établis ; Intrants agricoles de base distribués à 41 500 pers. environ ; 41 500 ex-combattants enregistrés ont reçu des intrants agric. de base ; 3 000 d'entre eux ont reçu une aide à la réinsertion économique ; 400 femmes associées à l'UNITA ont reçu une aide aux microentreprises.
BURUNDI	10. UNICEF	Proposition de projet spécial à l'appui de la démobilisation, de la réinsertion et de la prévention du recrutement d'enfants soldats	3 536 000	Accord de don signé par toutes les parties.	Première tranche de <b>1,7 million de dollars</b> décaissée.	Projet totalement opérationnel. Les activités de démobilisation ont été essentiellement menées à bien. Demande de prorogation à venir.
OUGANDA	11. Commission d'amnistie	Rapatriement, réhabilitation et réinsertion de journalistes qui se sont rendus en Ouganda.	4 204 000	Accord de don signé par toutes les parties.	Première tranche de <b>0,45 million de dollars</b> décaissée.	Entrée en vigueur du projet en janvier 2005.
RCA	12. Gouv. de la RCA/ PNUD	Projet spécial de démobilisation et de réinsertion des anciens combattants (alternative au programme national)	9 777 343	Accord de don signé par toutes les parties.	Première tranche de <b>3,3 millions de dollars</b> décaissée.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Commission nationale créée</li> <li>- Agents essentiels recrutés</li> <li>- Opération DDR lancée les 6-7, décembre 2004</li> </ul>

**Annexe 3 : Fonds fiduciaire du MDRP (TF 50574)****État financier non audité\***

Recettes et décaissements	USD	
	au 30/06/05	au 31/03/05
<b>1. Montants reçus à ce jour</b>		
a. Contributions des bailleurs de fonds	105,242,853	102,972,693
- Belgique	10,992,483	10,992,483
- Canada	11,172,191	11,172,191
- Danemark	2,486,188	2,486,188
- CE	10,916,000	10,916,000
- France	2,078,600	2,078,600
- Allemagne	5,883,708	3,613,548
- Italie	1,714,050	1,714,050
- Pays-Bas	39,275,743	39,275,743
- Norvège	3,533,070	3,533,070
- Suède	2,190,820	2,190,820
- RU	15,000,000	15,000,000
b. Revenus des placements**	3,059,467	2,693,277
Montant total reçu	108,302,320	105,665,970
<b>2. Décaissements à ce jour</b>		
a. Programmes nationaux	21,879,673	20,380,383
b. Projets spéciaux	28,414,517	24,925,340
c. Activités régionales	805,400	761,442
d. Gestion du Programme ***	7,270,963	5,907,861
e. Charges administratives du Fonds fiduciaire **	631,457	617,836
montant total des décaissements	59,002,010	52,592,862
<b>3. Solde du Fonds fiduciaire</b>	49,300,311	53,073,108

\* au 30/ 6/05

\*\* Revenus des placements et charges administratives au 01/07/05

\*\*\* Inclut la participation du secrétariat du MDRP à l'administration générale du programme ainsi qu'à la gestion des projets spéciaux

Annexe 4 : Plan de travail du MDRP : Juillet - septembre 2005

<i>Composantes</i>	<i>Actions prévues</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Responsables</i>	<i>Observations</i>
<b>A. Programmes nationaux</b>				
Angola	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Informer les partenaires sur la mission de supervision et distribuer l'aide-mémoire</li> <li>• Amender les accords de don existants en vue de relever le seuil d'examen préalable des sous-projets</li> <li>• Négocier et finaliser l'accord avec le Gouvernement sur le don de la CE</li> <li>• Attribuer le contrat d'examen indépendant à mi-parcours</li> <li>• Effectuer l'examen indépendant</li> <li>• Préparer l'examen à mi-parcours</li> </ul>	<p align="center">Juillet 2005</p> <p align="center">Juillet 2005</p> <p align="center">Août 2005</p> <p align="center">Août 2005 Août-sept. 2005 Sep. 2005</p>	<p align="center">Banque mondiale Banque mondiale</p> <p align="center">Banque mondiale//Gouvernement</p> <p align="center">Banque mondiale/MDRP Banque mondiale//Gouvernement Banque mondiale/Partenaires du MDRP</p>	<p align="center">Mission achevée le 7 juillet</p>
Burundi	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Finaliser les activités de démobilisation de phase I</li> <li>• Commencer le démantèlement des milices</li>   <li>• Commencer les activités de réintégration</li>   <li>• Mener à bien l'évaluation institutionnelle de l'ES/CNDRR</li> </ul>	<p align="center">Juillet 2005 Juillet 2005</p> <p align="center">Juillet 2005</p> <p align="center">Août 2005</p>	<p align="center">ES/NCDRR, ONUB, JCC et parties ONUB, MINSECPU, MINADEF et ES/NCDRR ES/NCDRR et partenaires Secrétariat du MDRP</p>	
RCA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Finaliser le déploiement dans les provinces</li> <li>• Stratégie de sensibilisation</li> <li>• Commencer les activités de DDR</li> <li>• Commencer l'identification des projets communautaires</li> </ul>	<p align="center">Mai 2005 En cours Avril-mai 2005 Avril 2005</p>	<p align="center">PNUD/Gouvernement PNUD/Gouvernement PNUD PNUD/Gouvernement</p>	
République du Congo	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Continuer la planification opérationnelle du programme national et de la structure de coordination</li> <li>• Finaliser l'accord de don et les procédures de la Banque</li> <li>• Planification opérationnelle conjointe</li> <li>• Préparer l'accord de prêt</li> </ul>	<p align="center">Avril-juin 2005</p> <p align="center">Avril -juin 2005 Avril 2005 Mai 2005</p>	<p align="center">Gouvernement/ Secr.MDRP et partenaires Secr. MDRP et partenaires Secr. MDRP /Banque mondiale Secr. MDRP PNUD/partenaires et Banque mondiale Secr. MDRP et Banque mondiale</p>	

<i>Composantes</i>	<i>Actions prévues</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Responsables</i>	<i>Observations</i>
RDC	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rendre les 7 CO totalement opérationnels</li> <li>• Recrutement des experts internationaux</li> <li>• Finaliser le manuel opérationnel pour la réinsertion</li> <li>• Effectuer l'audit technique</li> <li>• Présentation des rapports financiers et des plans révisés de passation des marchés</li> <li>• Évaluation indépendante des projets spéciaux</li> </ul>	<p>Août 2005                      Juillet/août2005                      Août 2005                      Sep. 2005                      Juillet 2005</p> <p>Juillet – sep. 05</p>	<p>CONADER                      CONADER                      CONADER/MDRP/Banque mondiale                      CONADER/Banque mondiale                      CONADER/KPMG/BCECO</p> <p>MDRP/Partenaires des projets spéciaux</p>	
Rwanda	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller à la mise en place des mesures convenues pour pouvoir absorber, si besoin est, un retour massif de groupes armés</li> <li>• Commencer le décaissement des aides au titre du guichet d'appui aux groupes vulnérables pour les ex-combattants de la phase II</li> <li>• Modifier les sous-éléments des stratégies de réintégration pour des groupes cibles spéciaux sur la base des constatations des études</li> <li>• Explorer les moyens de renforcer les activités de sensibilisation et de communication</li> </ul>	<p>Juillet 2005</p> <p>Août 2005                      Juin 2005</p> <p>Septembre 2005</p>	<p>RDRC</p> <p>RDRC                      RDRC, TCC et Banque mondiale                      RDRC                      RDRC, avec l'appui du Secrétariat du MDRP</p>	
Ouganda	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La possibilité de programme national sera à nouveau examinée lors de la mission conjointe de supervision plus tard dans l'année</li> </ul>	<p>Octobre2005</p>	<p>Partenaires du MDRP</p>	
<b><i>B. Projets spéciaux</i></b>				
Angola	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conduire l'audit final</li> <li>• Préparer le rapport final sur le projet</li> <li>• Diffuser le rapport final sur le projet</li> <li>• Mettre en œuvre le mémo de fin d'exécution</li> </ul>	<p>Juillet-Août 2005                      Sep. 2005                      Oct. 2005                      Oct.-nov. 2005</p>	<p>Contractant/PNUD                      PNUD                      Banque mondiale/MDRP                      Banque mondiale/MDRP</p>	
Burundi-UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Continuer les activités de réintégration</li> <li>• Procéder à l'évaluation externe</li> </ul>	<p>En cours                      Août 2005</p>	<p>Structure de projet national pour les enfants soldats / Secrétariat du MDRP</p>	
RDC-SCF	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Procéder à la supervision et à l'évaluation indépendante</li> </ul>	<p>Août/sep. 2005</p>	<p>Secr. MDRP</p>	
RDC-Consortium d'ONG	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Procéder à la supervision et à l'évaluation indépendante</li> </ul>	<p>Août/sep. 2005</p>	<p>Secr. MDRP</p>	
RDC-PNUD Réinsertion com.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Procéder aux évaluations indépendantes</li> </ul>	<p>Juillet/août</p>	<p>Secr. MDRP</p>	
RDC-PNUD RRM	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Procéder aux évaluations indépendantes</li> </ul>	<p>Juillet/août2005</p>	<p>Secr. MDRP</p>	

<i>Composantes</i>	<i>Actions prévues</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Responsables</i>	<i>Observations</i>
RDC-Croix rouge belge	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Procéder à la supervision et à l'évaluation</li> </ul>	Juillet/août 2005	Secr. MDRP	
RDC-UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Procéder à la supervision</li> </ul>	Juillet – sep. 2005	Banque mondiale, UNICEF	
Ouganda - Com. d'amnistie	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Distribuer des colis aux ex-combattants en attente d'amnistie</li> <li>• Tenir un atelier sur les mécanismes d'appui à la réintégration</li> <li>• Tenir un atelier sur les questions de parité hommes-femmes</li> <li>• Faire rapport sur l'enquête pilote</li> <li>• Proroger le mandat de la Commission d'amnistie</li> </ul>	Septembre 2005 Juillet 2005 Août 2005 Août 2005 Août 2005	Commission d'amnistie Commission d'amnistie Commission d'amnistie Commission d'amnistie Gouvernement ougandais	
<b>C. Activités régionales</b>				
Rwanda-RDC programme de sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appuyer la relance des efforts en vue de l'application de la stratégie élaborée par les gouvernements de RDC et du Rwanda.</li> </ul>	En cours	GOR, GDRC, MONUC, Secr. MDRP	
Combattants opérant sur des sols étrangers	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faciliter les visites de représentants rwandais en Angola et en Rép. du Congo</li> <li>• Engager des discussions avec l'UA sur les combattants opérant sur sol étranger en RDC</li> <li>• Participer à la réunion d'experts de l'ICGLR</li> </ul>	Août/sep. 2005 Août 2005 Août 2005	Secr. MDRP MDRP et Banque MDRP	
Activités TCG	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organiser une visite d'étude sur la réintégration en Angola</li> <li>• Faire une étude sur documents au sujet des questions de parité hommes-femmes dans les programmes nationaux</li> <li>• Conduire un atelier MDRP sur la parité hommes-femmes</li> </ul>	Décembre 2005 Juillet 2005 Novembre 2005	MDRP et personnel des services compétents de la Banque Consultant Personnel MDRP avec un consultant	Reporté à la demande du GDA
<b>D. Gestion du Programme</b>				
Administration du Programme	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identifier/recruter de nouveaux membres du personnel pour le siège et le terrain</li> <li>• Organiser la mission conjointe de supervision</li> <li>• Faire un appel de fonds auprès des Pays-Bas et de la CE</li> </ul>	Juillet/août 2005 Août/sep. 2005 Août 2005	Directeur du MDRP avec la Banque Secr. MDRP Secr. MDRP	

